

LES FRANÇAIS ENTRE ABSTRAIT ET CONCRET

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

Le « grand débat » lancé par le président de la République à la suite de la révolte des « gilets jaunes » arrive à son terme. Il faudrait un algorithme miraculeux pour sortir un message intelligible des millions de phrases inscrites dans les cahiers de doléances ou glanées au cours de centaines de réunions. Le parti majoritaire, La République En Marche (LREM), a frileusement décidé de ne prendre aucun risque en faisant des propositions et attend qu'Emmanuel Macron tire seul la synthèse des meetings-marathons où il s'est revigoré.

Deux textes construits nous permettent heureusement d'avancer, l'un abstrait, l'autre concret. Le premier est la Lettre à tous les « citoyens européens » que le chef de l'État a publié le mardi 5 mars dans un quotidien de chacun des pays membres de l'Union (pour la France : le Parisien). La missive électorale a belle allure, inquiète sur les dangers, ambitieuse sur les principes et imaginative sur les réponses.

Le Brexit y symbolise l'Europe en danger, menacée par une résurgence du « repli nationaliste », « un rejet sans projet ». Au-delà, les « stratégies agressives des grandes puissances », les « géants du numérique », les « crises du capitalisme financier » ne peuvent appeler que des réponses à l'échelle du continent européen !

Les propositions nombreuses méritent discussion : une Agence européenne de protection des démocraties, une remise à plat de Schengen avec une police des frontières commune et un office européen de l'asile, un Conseil européen de sécurité intérieure, un Conseil de sécurité européen (incluant les Britanniques, même après leur départ, bravo), une préférence industrielle européenne, un bouclier social, un salaire minimum européen adapté à chaque pays, une Banque européenne du climat, une force sanitaire européenne, un Conseil européen de l'innovation, un pacte d'avenir avec l'Afrique (mettant l'accent sur l'éducation des jeunes filles), une Conférence pour l'Europe allant jusqu'à la révision des traités, associant des panels de citoyens, des universitaires et les partenaires sociaux. Bref, il ne manque rien pour imaginer une Europe idéale qui « progresse à différents rythmes en restant ouverte à tous » !

C'est un texte pédagogique, dont l'accueil international a été plutôt froid. Les uns ont pensé que le président français pourrait mettre de l'ordre dans sa maison avant de faire la leçon aux autres peuples européens. D'autres regrettent cet exercice solitaire du savoir plutôt que la recherche d'un dialogue assidu et constructif avec les partenaires, notamment sur l'accueil des migrants et la révision de Schengen, sur la Banque européenne du climat et la convergence des politiques énergétiques. Les derniers ont un diagnostic plus pessimiste : l'état de décomposition de l'Union européenne est trop avancé pour que cette « Renaissance » indispensable puisse avoir lieu. En témoigne la réaction de la

dauphine d'Angela Merkel, surnommée AKK (Annegret Kramp-Karrenbauer). La nouvelle présidente de la CDU a répondu au professeur Macron par cette phrase peu diplomatique : « Le centralisme européen, l'étatisme européen, la mutualisation des dettes, l'europanisation des systèmes sociaux et du salaire minimum seraient la mauvaise voie ». Et en plus, elle revendique que le siège permanent de la France au Conseil de sécurité de l'ONU passe à l'Union européenne, et que le Parlement européen ne siège plus la moitié du temps à Strasbourg !

Heureusement, le deuxième texte vient nous remonter le moral. Ce sont les 66 propositions « Pour donner à chacun un pouvoir de vivre », que Laurent Berger et Nicolas Hulot ont présenté le 5 mars au nom de 19 organisations, syndicats, mutuelles et associations, dont la CFDT, la Fondation Nicolas Hulot, ATD Quart monde, la Cimade, la Ligue de l'enseignement, etc. Ce « Pacte social et écologique » prend la crise de la société française par le bon bout : au lieu de se passionner pour la réforme des institutions, il part de l'essentiel : les valeurs qu'il faut respecter et les besoins fondamentaux des Français qu'il faut satisfaire par priorité. Et il ne cherche que dans un second temps les moyens nécessaires pour y parvenir : le social et l'écologique priment le politique et l'économique !

Les besoins fondamentaux sont ceux d'un logement digne, d'une éducation et d'une formation réduisant les inégalités de naissance et de métier (en jouant à fond le compte personnel de formation cher à la CFDT), d'un travail émancipateur, d'un « bouclier de services publics dans tous les territoires » (forte revendication des gilets jaunes), d'une solidarité avec jeunes et vieux, d'une égalité réelle entre hommes et femmes, d'un accueil digne des migrants, d'une nourriture saine. 26 propositions sur 66 !

L'économie doit être au service de l'humain. L'ambition n'est pas mince et passe par des mesures concrètes telles que le plafonnement des rémunérations des dirigeants d'entreprise et la prise en compte de leur performance sociale et environnementale, le soutien à l'économie sociale et solidaire (merci), une plus grande progressivité de l'impôt et la taxation des plus hauts patrimoines, la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscales. 17 propositions sur 66 !

Pour « réconcilier transition écologique et justice sociale », 11 belles propositions tiennent chacune en une phrase. Citons : fixer la date de fin de vente des véhicules essence/diesel (bizarre ! vive l'hybride), le remboursement par l'employeur des frais de covoiturage ou de vélo, l'engagement résolu dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables, créatrices d'emplois non-délocalisables, la définition d'un plan d'investissement public et privé dans la transition écologique à hauteur de 55 à 85 Mds d'euros entre 2019 et 2023 (en sortant ces investissements publics de la barre européenne des 3%).

Et, enfin, partager le pouvoir : 12 propositions, allant de la présence des salariés dans les conseils d'administration à hauteur de la moitié des sièges, à l'inclusion de citoyens tirés au sort dans les Conseils économiques et sociaux

régionaux et national, à la création de jurys citoyens pour évaluer les projets de lois et les politiques publiques et pour interpeller gouvernements et institutions.

Il serait facile de se moquer de cette liste un peu sèche et parfois rédigée dans un langage passablement techno, mais ses auteurs, issus de la société civile - de ces fameux « corps intermédiaires » dont la présence indisposait jusqu'à présent le chef de l'État désireux d'un dialogue direct avec le « peuple » - remettent la démocratie sur ses pieds et la relance en mouvement ascendant, contrariant la mélancolie, l'égoïsme et la haine qui la poussent actuellement vers le fossé.

« Le pacte du pouvoir de vivre est la première pierre d'un vaste chantier de transition sociale et écologique qui nécessite la mobilisation immédiate de tous ». Rien que la substitution du « pouvoir de vivre » au « pouvoir d'achat » mérite des applaudissements. Les éléments les plus toniques de la société civile viennent dire à l'État et à son chef : vous n'avez pas le monopole de l'intérêt général et nous voulons des progrès concrets et justes dans notre vie quotidienne.

Ils affirment courageusement que tout ne se résoudra pas en arrosant la foule en colère de subventions et prestations financées par la planche à billets. Le malaise de notre civilisation passe par des réformes qualitatives qui redistribuent le pouvoir, la considération et la richesse.

Certes, à un moment, il faudra faire les comptes. Mais on sent en filigrane une démarche responsable. Exemple : un programme massif de rénovation des passoires thermiques, ces logements construits en feuilles de béton préfabriqué durant les années 1960, créera des emplois en nombre et sera source d'économies de facture d'électricité ou de fioul. C'est un investissement rentable d'un point de vue social et écologique, mais aussi financier à échéance de dix ou vingt années.

Autre exemple : les maisons de service **au** public (admirez l'insertion discrète du « au ») posent comme une évidence que les fonctionnaires sont sur le terrain et au service du public plutôt que des traditions de leurs maisons-mères ; et les « maisons et centres de santé accessibles à tous » sont des sources potentielles d'économies pour le budget de la Sécurité sociale. La « diagonale du vide » qui balafre notre pays du nord-est au massif central, va s'ébrouer, crépiter d'initiatives, attirer les emplois et les actifs et pas seulement les retraités de retour au pays !

Au terme du « débat national », les Français se sentent en lévitation, hors sol, dans une attente désabusée ou inquiète, rarement optimiste, des oukases qui tomberont depuis l'Élysée. En se référant à ces deux textes si différents, l'un rêvant l'Europe, l'autre nourri des énergies latentes de la société française, les citoyens, les jeunes en particulier, ont de quoi militer pour le printemps de la démocratie, en écartant les professionnels de la mélancolie et les nostalgiques de la peste brune.

15 mars 2019